



Rencontre des intervenants et des acteurs autour de la redéfinition de la stratégie d'investissement du programme du Fonds de Partenariat pour les Ecosystèmes critiques (*Critical Ecosystem Partnership Fund* CEPF) dans la zone clé pour la biodiversité (ZCB) du Massif de la Hotte

Vendredi 30 mars 2012

La Borde, Haïti

1. Introduction et mise en contexte

Avec la Jamaïque et la République dominicaine, Haïti est l'un des trois pays prioritaires pour la stratégie d'investissement du programme du CEPF pour les Caraïbes. Le pays héberge en effet certaines des zones clés pour la biodiversité les plus importantes de la région que le CEPF peut aider à conserver et parmi celles-ci, se trouve le Massif de la Hotte.

Le massif de la Hotte, d'une superficie de 128.700 hectares, a été officiellement reconnu comme le site abritant le plus grand nombre d'espèces AZE (*Alliance Zero Extinction*) du monde, avec 13 espèces en danger critique d'extinction que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Les espèces sont considérées comme en danger critique d'extinction lorsqu'il existe un très fort risque d'extinction imminente. Par ailleurs, le site contient une mosaïque de restes de forêts à feuilles caduques et de zones dégradées, entourée de terres agricoles sans forêts ni arbres, et en partie soumises à une forte érosion. La population de la ZCB du Massif de la Hotte peut être estimée à plus de 360 000 personnes, vivant principalement de l'agriculture de subsistance.

Le programme du CEPF ne dispose que d'un montant limité pour des projets visant à une meilleure conservation de la ZCB du Massif de la Hotte, tandis que divers partenaires et organisations, aux niveaux local, national et international, œuvrent déjà pour la conservation de la biodiversité de cette ZCB. Dès lors, il a semblé opportun d'organiser une rencontre qui permette d'identifier les projets les plus complémentaires aux initiatives et projets en cours, afin d'éviter une duplication d'efforts, et de réfléchir avec les acteurs locaux aux pistes d'actions, pour la société civile, les plus à même d'apporter des résultats rapides et tangibles pour la préservation des espaces naturels. CANARI et le CEPF ont ainsi considéré qu'il était fondamental de pouvoir bénéficier directement des contributions de ceux qui interviennent déjà, ou prévoient de le faire, dans cette ZCB.

L'Institut pour les ressources naturelles de la Caraïbe (*Caribbean Natural Resources Institute* CANARI), équipe régionale de mise en œuvre pour le programme CEPF dans les Caraïbes, avec l'appui de l'Organisation pour la Réhabilitation de l'Environnement (ORE), a organisé une rencontre entre les différents acteurs et organisations intervenant dans la zone clé pour la biodiversité du Massif de la Hotte, qui a eu lieu le 30 mars 2012, au local du Développement Communautaire Chrétien Haïtien (DCCH) à Laborde, route de Camp-Perrin.

Au cours de cette journée de travail, les représentants de diverses organisations et agences gouvernementales et non gouvernementales ont présenté les projets et activités en cours ou sur le point d'être mis en œuvre, et comment ceux-ci s'inscrivent dans le cadre de la protection de la biodiversité du Massif de la Hotte. Le Parc Macaya, en particulier, point central de la ZCB, fut au cœur des discussions. L'ordre du jour de la réunion est joint en Annexe 1.

2. Objectifs de la journée de travail

S'il fut noté qu'une journée de travail et de discussions ne suffirait pas à évoquer, puis proposer des solutions, au regard des nombreux problèmes affectant la biodiversité de la ZCB du Massif de la Hotte, les objectifs de la rencontre furent identifiés comme suit :

- permettre à l'équipe régionale de mise en œuvre et au CEPF d'identifier les différents acteurs qui travaillent actuellement dans la ZCB du Massif de la Hotte ;
- parvenir à une meilleure connaissance des projets et activités en cours ayant le potentiel de contribuer à la protection de la biodiversité du Massif de la Hotte ;
- utiliser ces informations dans le cadre d'une adaptation de la stratégie d'investissement du CEPF dans la zone, afin que les financements disponibles puissent apporter une valeur ajoutée aux initiatives en cours, ou améliorer des actions passées.

3. Participants

Les participants à la réunion représentaient un large panel d'organisations internationales, organisations de la société civile locale et agences gouvernementales. Les participants étaient, en majeure partie, des représentants de la plupart des communes de la zone. La liste des participants est jointe en Annexe 2.

4. Méthodologie

En guise d'introduction, les participants furent invités à se présenter en plaçant leur nom sur une carte du Massif de la Hotte, pour indiquer exactement où ils vivent et/ou travaillent à l'échelle de la ZCB. L'exercice a permis de visualiser l'étendue géographique des activités en cours au sein de la zone.



Figure 1: Les participants se présentent en plaçant leur nom sur la carte du Massif de la Hotte

La première partie de journée fut consacrée aux présentations des différentes organisations et agences intervenant dans la ZCB. La directrice de l'Organisation pour la Réhabilitation de l'Environnement (ORE), Madame Monique Pierre Finnigan, ainsi que le directeur *ad interim* de Société Audubon Haïti (SAH), Monsieur Joel Timyan, contribuèrent à replacer la réunion dans son contexte, en mettant notamment l'accent sur la richesse en biodiversité de la zone du Massif de la Hotte et les raisons pour lesquelles il est, plus que jamais, urgent d'agir afin de limiter les atteintes aux espèces menacées.

- L'Organisation pour la Réhabilitation de l'Environnement (ORE) fut créée en 1985, et officiellement reconnue en 1989, pour contribuer à une meilleure protection de l'environnement et à une amélioration des revenus des agriculteurs, en tâchant de garantir un meilleur rendement. ORE met également en place des programmes d'assistance technique et d'aide à la commercialisation. L'organisation met aussi l'accent sur la fourniture de matériel agricole performant et adapté aux conditions locales, ainsi que sur des programmes d'amélioration de cultures telles le maïs, les haricots ou le sorgho.
- Société Audubon Haïti (SAH) fut fondée en 2003, avec pour mission de contribuer à la protection de la biodiversité et des écosystèmes, en menant des actions concrètes dans les domaines de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation. Au fil des années, SAH a su établir et maintenir des partenariats avec des organisations et fondations internationales, renforçant ainsi son rôle clé dans le cadre de la protection de la biodiversité en Haïti.
- Le projet du Ministère de l'Environnement pour la mise en place d'un Système National pour les Aires protégées financièrement soutenables (SNAP), a pour objectif principal de mettre en place un cadre opérationnel pour le financement et la viabilité à long terme des aires protégées. Les actions mises en œuvre visent notamment à établir un meilleur système de gouvernance pour les aires protégées, notamment afin de disposer de davantage de ressources financières. Ce projet est cofinancé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).
- Le projet de Gestion du Parc Macaya, financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID), mis en œuvre par le Ministère de l'Environnement, a pour objectif d'établir, de manière effective et légale, le Parc national Macaya, pour la mise en œuvre de politiques durables pour la préservation de la biodiversité, de la couverture forestière et des sols. Le programme comprend quatre composantes principales, à savoir le renforcement institutionnel pour des capacités de gestion des bassins hydrologiques grâce à une approche de gestion durable des terres et des forêts; l'adoption de techniques agro-pastorales et de filières économiques durables; le renforcement du cadre juridique local pour la sécurisation foncière; et le contrôle et la prévention d'émissions de gaz à effet de serre.

Par la suite, les participants furent invités à identifier et classer les problèmes qui selon eux, devraient être pris en compte dans le cadre de la conservation de la biodiversité de la ZCB. L'identification des problèmes eut lieu en session plénière, tandis que les participants notèrent les problèmes qui, selon eux, représentaient les menaces les plus sérieuses à la conservation de la biodiversité de la ZCB. Dotés de trois pastilles de couleurs, chaque participant fut ensuite

invité à en placer une seule à côté de chacun des trois problèmes qui lui paraissait les plus urgents d'aborder. Les scores obtenus correspondent donc au nombre de participants ayant sélectionné ce problème comme l'un des trois plus importants. La liste complète des problèmes identifiés, et le score ayant permis d'aboutir à la classification des cinq problèmes ayant obtenu les scores les plus élevés, et posant donc les plus grandes menaces en termes de conservation de la biodiversité, sont joints en Annexe 3.

Les cinq problèmes considérés par les participants comme les plus urgents à traiter au regard des menaces pour la conservation de la biodiversité au sein de la ZCB sont les suivants :

- Pauvreté
- Déboisement
- Manque d'éducation
- Manque de surveillance forestière
- Manque d'autorité de l'Etat

Les travaux de groupes ont ensuite permis aux participants de traiter, en répondant à quatre questions, des cinq problèmes ayant obtenu les scores les plus élevés. Les participants furent invités à joindre un groupe de leur choix, en fonction de la question qu'ils souhaitaient discuter. Chaque groupe devait répondre aux questions ci-dessous pour un seul des cinq problèmes.

- Quelles sont les actions qui ont été menées dans le passé ?
- Quelle est votre vision pour le Parc Macaya (d'ici 10ans) ?
- Quelles sont les activités à mettre en œuvre ?
- Avec quels partenaires ?



Figure 2: Les participants présentent les résultats des travaux de groupe

5. Résultats

a) Actions menées par le passé.

Concernant le Parc Macaya, les participants ont rappelé le cri d'alarme lancé en 1983 qui avait mené à la déclaration du Parc, et la proposition de décret intercommunal de décembre 2004. Au niveau des actions de l'Etat, les participants ont souligné une présence insuffisante par le passé, dont un exemple est l'absence de délimitation du Parc. Les participants ont indiqué que les règlements n'étaient pas toujours respectés – ce qui se traduit par l'installation de personnes dans la zone du Parc ou l'exploitation du bois par des familles influentes. Ils ont aussi mentionné l'absence de surveillance et de contrôle comme l'un des facteurs qui témoigne de la mauvaise gestion du Parc Macaya. Les participants ont rappelé les actions menées par

le programme Appui Technique pour la Protection des Parcs et des Forêts (ATPPF) soutenu par la Banque mondiale mais qui s'est arrêté prématurément, ainsi que les activités scientifiques menées par l'Université de Floride jusqu'au début des années 2000.

Concernant les activités initiées par la société civile, les participants ont cité entre autres les activités de la coopérative Unicor, avec l'appui aux paysans et la reforestation, celles d'ORE, le projet de la Société Audubon en appui à l'école de Formond, la mise en place de micro-crédits verts par la Fondation Macaya.

b) Vision pour le Parc Macaya

La vision donnée par les participants, de manière extrêmement consensuelle, est celle d'un Parc couvert de forêts (certains parlant de reforestation autour du Parc), correctement borné, dont l'intégrité est respectée, bénéficiant d'un corps de surveillance efficace, et devenu une destination touristique et scientifique majeure en Haïti.

c) Activités à mettre en œuvre et partenaires/acteurs

Il convient de noter au préalable que le rôle de l'Etat, ainsi que celui des autorités étatiques au niveau local, fut au cœur des discussions en sessions plénières notamment pour souligner le rôle clé qui devrait être celui de l'Etat, dans le cadre de toute initiative pour une meilleure gestion du Parc Macaya. Plusieurs participants sont intervenus en ce sens. Parmi les recommandations émanant des discussions, il fut suggéré que les autorités étatiques, du niveau national au niveau local, parviennent à une position commune pour la protection du Parc Macaya. Il est intéressant de noter que l'inclusion de la gestion du Parc Macaya au budget national fut suggérée parmi les recommandations pour deux problèmes (certes liés): le manque de surveillance forestière et le manque d'autorité de l'Etat. La question de la délimitation du Parc Macaya est aussi une question fondamentale n'ayant pas encore, à ce jour, été traitée de manière satisfaisante. Il s'agit d'ailleurs là d'un des objectifs du programme de la Banque Interaméricaine de développement pour le Parc Macaya mis en œuvre par le Ministère de l'Environnement.

Par ailleurs la superficie de la ZCB du Massif de la Hotte qui comprend plusieurs communes et des dizaines de milliers d'habitants, est une spécificité qui fut prise en compte par les participants. Les actions à l'échelle de plusieurs communes semblent avoir été privilégiées parmi les recommandations émises, tels des programmes d'assistance et d'encadrement technique des paysans, de sensibilisation et/ou d'éducation environnementale, en partenariat avec les écoles et autorités communales.

A l'instar des discussions en sessions plénières, les présentations des travaux de groupes, quel que soit le problème à discuter, ont toutes fait mention de plusieurs ministères, et autres représentations étatiques, dans la liste des partenaires potentiels avec lesquels il conviendrait de mettre en place les actions proposées en guise de réponse aux problèmes discutés. Les ministères de l'Environnement, de l'Agriculture, du Tourisme, ont été considérés comme des partenaires clés, ainsi, au niveau local, que les élus municipaux, tous nécessaires au succès des activités proposées.

Les participants ont développé la réflexion sur les activités que pourrait mettre en œuvre la société civile et ont souligné la complémentarité qui existe entre tous ces acteurs et la nécessité de rechercher des collaborations.

Le détail des réponses et recommandations émises par les groupes pour chacun des cinq problèmes est présenté dans le tableau en Annexe 4.

6. Conclusions et recommandations

Même si les fonds du programme du CEPF qui pourront être consacrés à une meilleure protection de la biodiversité de la ZCB ne permettront pas d'apporter des solutions à tous les problèmes identifiés au sein du Massif de la Hotte, la volonté de contribuer aux initiatives en cours demeure, en particulier celles qui apparaissent comme les plus importantes pour la conservation de la biodiversité de la ZCB. L'inéligibilité des autorités étatiques ou autres agences gouvernementales, qui ne peuvent se voir attribuer de subventions dans le cadre du programme du CEPF, ne devrait certainement pas représenter un frein à la mise en place de projets au sein de la zone. Les participants ont identifié plusieurs axes d'intervention, plus spécifiques à la société civile, pour aider à une meilleure conservation de la biodiversité du Massif de la Hotte.

- Si les discussions ont porté en majeure partie sur l'ensemble du Parc Macaya, certaines zones, de taille plus restreinte, pourraient être ciblées de manière à contribuer à la conservation de la biodiversité de l'ensemble de la ZCB – ainsi des zones de Bois Cavalier, Morne Grand Bois, Deux-Mamelles ou Grande Coline, qui sont connues pour leur grande richesse et leur importance en matière de biodiversité (oiseaux, amphibiens, mollusques et végétaux) ont été spécifiquement mentionnées comme des zones devant faire l'objet d'interventions ciblées. Par ailleurs, il est à noter que les zones tampons situées sur le versant Nord de Macaya (Département de Grande-Anse) ayant traditionnellement bénéficié d'un appui moindre en termes de projets ou de présence de la société civile, doivent aussi être prises en compte.
- Toute initiative visant à mettre en place des mécanismes de protection de la ZCB, à l'instar des réserves municipales ou tout autre mécanisme de protection plus ou moins formel – notamment pour les restes de forêts qui existent encore en dehors de la zone visée par le Parc Macaya, pourrait être envisagée.
- Les participants se sont félicités que la rencontre de Laborde ait permis aux acteurs de toutes les communes de se retrouver et de se rendre compte de leur intérêt commun pour une meilleure gestion des espaces naturels de la zone. Des initiatives destinées à encourager la consolidation des partenariats déjà existants, qu'ils aient été formalisés ou pas, entre plusieurs communes seraient également pertinentes. Des actions qui contribueraient au renforcement des capacités des organisations locales, permettant à terme une meilleure collaboration entre celles-ci à l'échelle de la ZCB, pourraient aussi être encouragées.
- Même si des contraintes existent, il pourrait être pertinent de considérer des initiatives pour le développement de l'éco-tourisme dans la zone, ou du potentiel pour de telles activités. Si l'état actuel des infrastructures dans la zone rend difficilement envisageable de réelles initiatives en matière d'écotourisme dans un futur proche, l'on pourrait envisager de développer une notion et une vision pour un écotourisme qui pourrait être applicable à la ZCB du Massif de la Hotte.
- En lien avec le manque d'infrastructures et la limitation de l'accès à l'éducation, considéré par les participants comme l'un des problèmes les plus importants, il existe un potentiel pour la mise en place d'activités visant à sensibiliser davantage les populations aux dangers de certaines pratiques, et à l'urgence de conserver la biodiversité de la zone.
- Le ministère de l'Agriculture, dans le cadre de grands projets, apporte ou va apporter son soutien pour réduire les pratiques agricoles abusives dans les zones les plus

vulnérables soumises à l'érosion, restaurer l'habitat, et de manière générale améliorer les rendements agricoles sur la zone. Des activités complémentaires qui permettraient de combiner les bénéfices socio-économiques aux nécessités de conservation pourraient aussi être envisagées. Les participants ont ainsi évoqué la production de miel, de viande de porc, d'arbres fruitiers. (Pour le CEPF, toute activité de développement d'alternative économique ne pourra être prise en compte que s'il est démontré qu'elle demeure complémentaire aux activités des grands projets en cours et ont un impact concret et direct pour la conservation de la biodiversité).

Il fut noté qu'un appel à propositions prenant en compte les recommandations émises au cours des discussions, et qui ciblerait le Massif de la Hotte en particulier, serait émis dans les semaines suivant la réunion.

Annexe 1 : Ordre du jour de la rencontre

Rencontre des intervenants et des acteurs autour de la (re)définition de la stratégie d'investissement du Programme du Fonds de Partenariat pour les Ecosystèmes critiques (CEPF) dans la KBA du Massif de la Hotte

Vendredi 30 mars 2012

8h30 – 16h40

Lieu: DCCH, Laborde, Route de Camp-Perrin

Programme

8h30	Inscription des participants	
9 :00	Allocution du Maire de Camp-Perrin	
9h05	Allocution de bienvenue	Pierre Carret, Conseiller du Directeur Exécutif du CEPF
9 :15	Présentation des Participants	
10h00	Introduction au Fonds de Partenariat pour les Ecosystèmes critiques (CEPF) et au Profil d'Ecosystème Priorités d'investissement du CEPF pour les Caraïbes et pour Haïti en particulier	Loïza Rauzduel/Paul Judex Edouarzin, Unité Technique de CANARI, Responsable de la mise en œuvre du programme CEPF pour les Caraïbes
10h30	<u>Pause</u>	
10h45	Mise en contexte de la réunion- Présentation de la KBA du Massif de la Hotte	Mousson Finigan, Directrice Générale de ORE
11h15	Présentation des acteurs du secteur public et de leurs interventions et/ou de leurs plans d'intervention dans la KBA	MdE/SNAP, MdE/BID, MARNDR
12h00	Présentation des acteurs de la société civile et de leurs interventions et/ou de leurs plans d'intervention dans la KBA	ORE, SAH
12h30	Discussions et commentaires	

12h45	Pause-déjeuner	
13h45	Identification des problèmes- Formation des groupes de travail	
14h15	Travaux de groupes	Travaux en atelier (5 ateliers)
15h15.	Restitution et discussion- Perspectives futures	
16h30	Résumé de la journée	
16h35	Clôture	

Annexe 2 : Liste des participants

Rencontre des intervenants et des acteurs autour de la redéfinition de la stratégie d'investissement du programme du Fonds de Partenariat pour les Ecosystèmes critiques (<i>Critical Ecosystem Partnership Fund</i> CEPF) dans la zone clé pour la biodiversité (ZCB) du Massif de la Hotte	
Name	Organisation
Yvon Guerrier	PNUD - Port - au - Prince
Sud Jean	MAIRE Chardonnières
Gaëtan Lesperance	C.P.C. Chardonnières
Ronald Exilé	C.P.C. Les Anglais
Adrien Luxcé	Mopak Port - a- Piment
Chantal Richard	Maire de Camp - Perrin
Roselor Joseph	Maire de Corail
Karine Condé Emeran	MDT (Ministère Du Tourisme) Directrice Départementale Sud
Jonas Jean	Koreb Beaumont
Paul Judex Edouarzin	CANARI
Joel Timyan	Société Audubon Haiti, Port - au- Prince
François Alexandre Leon	Initiative Citoyenne Camp Perrin 2030 (ICCP) CP
Joseph Carmy Celiscar	Mouvement des Paysans Planteurs du Sud (Mopplas) Torbeck
Laroche Paul dit Luniss	Cooperative Caféière de Rendel, Chardonnières
Berthide Claude	Organisation des femmes Vaillantes pour le développement de Bas-la-rivière Despas, Coteaux
Auguste Bénissoit	Mairie des Roseaux
Nodel Vital	GIPPN Port-a- Piment
David Pierre	Maire de Beaumont
Indry Vital	Mairie de Camp Perrin
Jean Dunes Gustave	ICCP - 2030
Jean Frantz Amazan	MDE/DDS/Les Cayes
Jean Ernest Georges	DDS/MDE/Les Cayes

Renor Josil	Apadem / Corail
Christiane Delfs	GIZ, PAP
Iveél Louís	Mairie de Tiburon
Ernest Onvel Argant	Marie Chautel
Jean Homere Macena	KOGOK Torbeck
Jean Nady Lubin	Mairie Les Anglais
Pierre Ernst Voltaire	Maire Torbeck
Maurice Bovil	Mairie des Côteaux
Madeleine Obas	ADEPAM / Chantal
Joseph Samson Despagne	Opremad / Chantal
Junior Galité	O AFC / Roseaux
Dieuseul Germeil	Mairie / Port - a - Piment
Mousson Pierre	ORE Camp Perrin
Jean Ronald Louissaint	DDAS Cayes
Antoine Eugene Remy	Societe Civile Camp Perrin
Jean-Denis Chéry	ORE Camp Perrin
Paul Lamy Jr.	AIA
Jean Francois Paul Jean	UNIPAD, Coteaux
Yolette Civil	Union Femmes Paysannes de Roseaux
Bruno Mentor	Fondation Macaya
Jean Léonel Louis	M.P.B. Beaumont
Jean Fortin Perrin	ICCP 2030 / CODE, Camp-Perrin
Eliassaint Magloire	ORE, Camp-Perrin
Michelet Louis	Projet Macaya / MDE

Annexe 3 : Liste des problèmes affectant la biodiversité du Massif de la Hotte

Problèmes	Score
Pauvreté	26
Le déboisement	25
Manque d'éducation	14
Manque de surveillance forestière	11
Manque d'autorité de l'Etat	8
Gens qui vivent dans le parc	7
Le foncier	6
Absence de délimitation du parc	6
Manque de cohésion entre citoyens des communes	2
Explosion démographique	2
Mauvaises pratiques agricoles/ brulis	2
Faiblesses des organisations locales	2
Chasse (intensive)	0
Mauvaises pratiques d'élevage	0
Absence de leaders responsables	0
Manque d'amour de leur région	0

Annexe 4: Problèmes affectant le Massif de la Hotte – Travaux de groupes

Problèmes	Q1 : Quelles sont les actions qui ont été menées dans le passé ?	Q2 : Quelle est votre vision pour le Parc Macaya (d'ici 10ans) ?	Q3 : Quelles sont les activités à mettre en œuvre ?	Q4 : Avec quels partenaires ?
Déboisement	Cris d'alarme : décret de 1983, Intervention du MARNDR, le Projet ATTPF, PPM-Unicorps, décret intercommunal de décembre 2004	Couverture végétale de Macaya retrouvée à 60%, destination scientifique et touristique	Développer un plan stratégique pour le Parc (récupération, délimitation, zonage, bornage, inventaire des ressources, délocalisation-relocalisation, restauration des zones déboisées, compensation des propriétaires, cadre juridique pour arbitrer et résoudre les conflits)	ONG, OCB impliquées dans la conservation avec appui de l'Etat (MDE, MARNDR, MT, MJSC)
Manque de surveillance forestière	Mise en place gardes forestiers, brigades anti feu, FADH/Chefs de section, projet arrêté intercommunal	Zone protégée avec un corps de surveillance spécialisé (rôle régalien de l'Etat)	Publication de l'arrêté intercommunal, implication des autorités locales, brigades société assermentée, insertion de la gestion du Parc Macaya dans le budget national	Société civile, l'Etat, les institutions internationales
Pauvreté	Encadrement des familles paysannes par Unicorps, Université de Floride, ATTPF,	Réduire la pauvreté au niveau des zones tampon, Parc Macaya protégé et 'régénéré,	Crédit agricole, encadrement technique des paysans, élevage amélioré, mise sur pied	Société civile, FMDL, ORE, OCB, Elus municipaux, MARNDR, MDE

	distribution de semences, crédit financier, travaux de conservation, rencontres communautaires autour de la problématique des arbres, création d'une coopérative, création de poste de surveillance	développement d'activités de protection et de conservation par les habitants de l'aire du PM	de programmes d'éducation environnementale, création d'emploi	
Manque d'éducation	Intervention de Unicorps, école communautaire de Formond, Mini Jazz pour la sensibilisation	Sensibilisation de toute la population sur le Parc Macaya	Sensibiliser à l'aide de techniciens et des animateurs pour travailler avec des secteurs clés comme les responsables d'églises et d'écoles et d'organisations de la société civile	Etat, ONG, directeurs d'école, pasteurs, prêtres, etc.
Manque d'autorité de l'Etat	Déclaration de l'AP, agents contractuels pour la surveillance du PM, arrêté interministériel pour la gestion et la protection du PM, arrêté intercommunal statuant sur la gestion et la protection du PM, création du MDE (Faiblesses : pas de délimitation, agents non formés avec effectif réduit, absence de corps de surveillance environnemental, non application des arrêtés	Récupération de l'Espace, bornage prenant en compte les problèmes fonciers, régénération de l'espace	Relocaliser les occupants, mise en place de plan de sensibilisation, mise en place d'un corps de surveillance fonctionnel, bornage, insertion de la gestion du Parc Macaya dans le budget, mise en place des pépinières, création de petites entreprises, plaidoyer pour la décentralisation	

	et manque d'implication des CT, dysfonctionnement du MDE)			
--	---	--	--	--